

Cholet. Des perceptions antagonistes de la protection de l'enfance



Une des manifestations, pour la protection de l'enfance et pour les emplois, avait réuni à Cholet en mai 2017, près de 200 personnes dont des professionnels de l'Apaech. | OUEST-FRANCE le 11/09/2018 à 08h33

Sylvie ARNAUD.

À Cholet, l'Association pour la protection de l'adolescence et de l'enfance a fermé. Les salariés déplorent la façon dont les services du Département ont assuré la transition pour les enfants qu'ils accompagnaient.

L'Association pour la protection de l'adolescence et de l'enfance (Apaech) à [Cholet](#), c'est fini. « **Il n'y a plus d'activités, c'est fermé depuis le 13 juillet.** » Plus exactement, les enfants confiés à l'association ont tous été transférés, suite à la décision du Département, en avril 2017, de ne pas la retenir dans le cadre de la [réorganisation des structures de protection de l'enfance](#). « **On tenait à le dire parce que certains de nos interlocuteurs ne le savaient pas, dont des écoles** », prévient le collectif des salariés de l'Apaech (1). Certains Choletais ne voulaient pas y croire, tant l'association est implantée sur le territoire. « **Elle y exerce sa mission depuis 150 ans et ne s'est appelée l'Apaech qu'en 2008.** »

[61 salariés sur 102 début 2018-1998 fin juin - sont désormais sans emploi.](#) « **Le calendrier des licenciements est lancé et les négociations à venir prochainement** », précisent Juliette Save, déléguée du personnel CGT et Nathalie Bretaudeau, représentante syndicale Sud santé sociaux.

Solutions trouvées dans l'urgence

Ce n'est pas sur leur avenir que les employés veulent alerter aujourd'hui, mais sur la transition « **très violente** » qu'ont vécue les enfants qu'ils accompagnaient. « **Ils font partie de l'enfance en danger. Ils sont déjà perturbés par la séparation d'avec leur famille. Or, beaucoup de solutions ont été trouvées pour eux dans l'urgence et par défaut** », déplore le collectif.

Ce que réfute le Département, par la voix de Marie-Pierre Martin, vice-présidente : « **Les orientations ont été travaillées avec l'aide sociale à l'enfance (ASE) et les salariés. Les enfants ont eu une solution aussi bien pour les vacances d'été que pour la rentrée, avec l'objectif notamment de les rapprocher de leur famille.** »



Une bonne partie des dossiers des enfants accueillis à l'Apaech vont être détruits. « C'est le fruit de notre travail et le fil conducteur de l'histoire de ces enfants », explique une salariée. | Ouest-France

Le collectif insiste sur les délais : « **On avait un an pour travailler ensemble, afin de ne pas perturber les enfants. Or la première rencontre entre la protection de l'enfance du Département et l'Apaech n'a eu lieu qu'en janvier 2018, la deuxième fin mai où a été établi un tableau prévisionnel provisoire. Alors que la cessation d'activités était actée pour le 30 juin.** »

Leur métier : l'enfant d'abord

Les 66 enfants ont finalement été « **placés au compte-gouttes et seulement à partir de la mi-juin** », détaille le collectif. L'Apaech a du coup accompagné les enfants et les ados « **jusqu'au 13 juillet** » et les bébés de la pouponnière « **jusqu'au 3 août** ». « **La mise en place des solutions prend du temps, lequel est nécessaire pour étudier chaque cas afin que l'enfant soit accueilli et protégé le mieux possible** », répond Marie-Pierre Martin.



L'Apaech, ce sont aussi des foyers de vie. Plusieurs vont être repris par d'autres structures dans les mêmes locaux, dont la pouponnière. | Ouest-France

Toujours selon le collectif, les familles « **déjà en difficulté** » n'ont pas non plus été informées de la situation de leurs enfants dont les tout-petits de la pouponnière. « **Le**

responsable de l'ASE devait les prévenir. Jusqu'au départ du dernier, aucune ne l'a été. » « Je ne peux pas laisser dire que le Département a été absent. Mais c'est vrai que ces personnels de l'Apaech vivent une situation difficile et ils peuvent ne pas avoir le même ressenti » , poursuit l'élue.

Effectivement les professionnels de l'Apaech en ont encore gros sur le cœur. **« Dans l'éthique de notre métier, l'enfant est au centre, il est une personne. »**

Mercredi 26 septembre , journée symbolique de cessation d'activités de l'Apaech. Le collectif donne rendez-vous à 10 h 30, place Travot, Cholet.

(1) Hormis les représentants du personnel, les futurs licenciés souhaitent garder l'anonymat pour ne pas nuire à leur recherche d'emploi.